



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

RENDU EXÉCUTOIRE LE

1 8 JUL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 05/07/2023

Reçu en préfecture le 05/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230705-23_A_ESE_0035-AR

S²LO

ARRETE 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0035

DU 0 5 JUL. 2023

**PORTANT FIXATION DE LA DOTATION GLOBALE 2023 DE
LA RESIDENCE « CECILE ET MARIE-ANNE » SITUEE A
POITIERS**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté N° 2009-A-DISS-ESE-0019 du 29 juin 2009 portant autorisation de fonctionnement de la Résidence "Cécile et Marie-Anne" gérée par l'Association Diocésaine Famille Santé Poitou (ADIFAS) à Poitiers pour une capacité de 2 places ;

VU l'arrêté N° 2011-A-DGAS-DEF-ESE-0022 du 16 septembre 2011 portant autorisation d'extension de la Résidence "Cécile et Marie-Anne" gérée par l'Association Diocésaine Famille Santé Poitou (ADIFAS) à Poitiers, et portant sa capacité à 3 places ;

VU l'arrêté N°2013-A-DGAS-DEF-ESE-0009 du 14 janvier 2013 portant autorisation d'extension de la Résidence « Cécile et Marie-Anne » gérée par l'Association Diocésaine Famille Santé Poitou (ADIFAS) à Poitiers, fixant sa capacité à 5 places ;

VU l'arrêté N° 2018-A-DGAS-DEF-ESE-0006 du 26 janvier 2018 portant fermeture provisoire de la Résidence ;

VU l'arrêté n°2018-A-DGAS-DEF-ESE-0014 du 14 décembre 2018 portant modification de l'autorisation de la Résidence « Cécile et Marie-Anne » gérée par l'Association Diocésaine Famille Santé Poitou (ADIFAS) à Poitiers, fixant sa capacité à 11 places ;

Vu l'arrêté N° 2019-A-DGAS-DEF-ESE-0052 du 3 octobre 2019 portant réouverture de la résidence Cécile et Marie-Anne ;

VU l'arrêté n° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0007 du 10 janvier 2023 portant changement de gestionnaire de la Résidence Cécile et Marie-Anne à Poitiers ;

VU l'arrêté 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0009 du 21 février 2023 portant modification temporaire de la répartition des places de la résidence Cécile et Marie-Anne ;

VU la délibération de l'assemblée départementale du 16 décembre 2022 adoptant le budget primitif du Département de la Vienne pour l'année 2023 ;

Vu les propositions budgétaires de l'association reçues le 31 octobre 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux

Envoyé en préfecture le 05/07/2023
Reçu en préfecture le 05/07/2023
Publié le
ID : 086-228600011-20230705-23_A_ESE_0035-AR

ARRETE :

ARTICLE 1 : La dotation globale de financement de la Résidence « Cécile et Marie-Anne » pour les 5 accueils mère-enfants est fixée pour l'année 2023 à **295 777 €** versée mensuellement de la façon suivante :

- de janvier à juin 2023 : **23 670 € par mois**
correspondant à 5/8^{ème} de la dotation de 37 872 €
- Juillet 2023 : **25 627 €**
- Août à décembre 2023: **25 626 € par mois**

L'imputation comptable au budget départemental est 65-4213-652411

ARTICLE 2 : La dotation globale de financement de la Résidence « Cécile et Marie-Anne » pour les 3 accueils de mineurs non accompagnés est fixée pour l'année 2023 à **177 466 €** versée mensuellement de la façon suivante :

- de janvier à juin 2023 : **14 202 € par mois**
correspondant à 3/8^{ème} de la dotation de 37 872 €
- Juillet 2023 : **15 379 €**
- Août à décembre 2023: **15 375 € par mois**

L'imputation comptable au budget départemental est 65-4213-652412

ARTICLE 3 : Le prix de journée opposable aux ressortissants des départements extérieurs à la Vienne s'élève pour 2023 à **226,15 €**.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental, dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - 33 074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration. En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'association AMESHAG sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le **05 JUIL. 2023**



**Le Président,
Alain PICHON.**